UKRAINE : Un ex-général de l’OTAN prend la parole

Le 24-02-2023

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

ACTUALISÉ LE 3 NOVEMBRE 2023

UKRAINE : Utile de lire ou relire le texte de l'entretien de Harald Kujat (1), ex général allemand de l'OTAN, réalisé par Thomas Kaiser et publié dans le Zeitgeschehen (2) en janvier 2023 et diffusé en février 2023 par le Pardem.
En effet, non seulement il contient de nombreuses informations auxquelles nous n'accédons pas mais de plus il éclaire la situation actuelle, en novembre 2023.
Extraits : « *C'est scandaleux ce qui se joue, dont le citoyen crédule n'a aucune idée. Les négociations d'Istanbul étaient bien connues, y compris le fait qu'un accord était sur le point d'être conclu, mais du jour au lendemain, on n'a plus rien su.* »
« La guerre d'Ukraine n'est pas seulement un conflit militaire ; c'est aussi une guerre économique et de l'information.»
« *Les livraisons d'armes signifient que la guerre s'éternise inutilement* ».
« Selon le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, l'Ukraine a réalisé ce qu'elle pouvait militairement. Plus n'est pas possible. Par conséquent, des efforts diplomatiques doivent maintenant être lancés pour parvenir à une paix négociée. Je partage cet avis.» affirme-t-il entre autres.

Comment évaluez-vous la couverture de l'Ukraine dans nos médias grand public ?

Général Harald Kujat : La guerre d'Ukraine n'est pas seulement un conflit militaire ; c'est aussi une guerre économique et de l'information. Dans cette guerre de l'information, on peut devenir partie prenante de la guerre en adoptant des informations et des arguments que l'on ne peut pas vérifier ou juger sur la base de sa propre compétence. En partie, les motifs compris comme moraux ou idéologiques jouent également un rôle. Ceci est particulièrement problématique en Allemagne car les médias sont dominés par des "experts" qui n'ont aucune connaissance ou expérience en matière de politique et de stratégie de sécurité et expriment donc des opinions qu'ils tirent de publications d'autres "experts" ayant des connaissances comparables. Évidemment, cela augmente également la pression politique sur le gouvernement allemand. Le débat sur la livraison de certains systèmes d'armes montre clairement l'intention de nombreux médias de faire eux-mêmes de la politique. Mon malaise face à cette évolution est peut-être la conséquence de mes nombreuses années de service au sein de l'OTAN, notamment en tant que président du Conseil OTAN-Russie et de la Commission OTAN-Ukraine des chefs d'état-major interarmées. Cela m'agace particulièrement qu'on accorde si peu d'attention aux intérêts de sécurité allemands et aux dangers posés à notre pays par une extension et une escalade de la guerre. Cela montre un manque de sens des responsabilités ou, pour utiliser un terme démodé, une attitude très antipatriotique.-
Aux États-Unis, l'un des deux principaux acteurs de ce conflit, la gestion de la guerre d'Ukraine est beaucoup plus différenciée et controversée, bien que toujours guidée par des intérêts nationaux.
Au début de 2022, alors que la situation à la frontière avec l'Ukraine s'aggravait, ils ont parlé de l'inspecteur général de la marine de l'époque, le vice-général Kai-Achim Schönbach, et l'ont en quelque sorte soutenu. Il a mis en garde d'urgence contre une escalade avec la Russie et a reproché à l'Occident d'humilier Poutine et dit qu'il fallait négocier avec lui sur un pied d'égalité.
Je n'ai pas statué sur la question, cependant, j'ai toujours été d'avis que cette guerre devait être évitée et qu'elle aurait pu être évitée. J'en ai également parlé publiquement en décembre 2021. Et début janvier 2022, j'ai publié des propositions sur la manière dont un résultat mutuellement acceptable pourrait être atteint dans des négociations qui éviteraient la guerre. Malheureusement, les choses ne se sont pas passées ainsi. Peut-être un jour se posera la question de savoir qui a voulu

cette guerre, qui n'a pas voulu l'éviter et qui n'a pas pu l'éviter.

Comment évaluez-vous l'évolution actuelle de l'Ukraine ?

Plus la guerre durera, plus il sera difficile de parvenir à une paix négociée. L'annexion par la Russie de quatre territoires ukrainiens le 30 septembre 2022 est un exemple d'évolution difficilement réversible. C'est pourquoi j'ai trouvé si regrettable que les négociations tenues à Istanbul en mars aient été interrompues après de grands progrès et un résultat totalement positif pour l'Ukraine. Apparemment, lors des négociations d'Istanbul, la Russie avait accepté de retirer ses forces au niveau du 23 février, c'est-à-dire avant le début de l'attaque contre l'Ukraine. Aujourd'hui, le retrait total est réclamé à plusieurs reprises comme condition préalable aux négociations.

Qu'est-ce que l'Ukraine a offert en retour ?

L'Ukraine s'est engagée à renoncer à l'adhésion à l'OTAN et à ne pas autoriser le stationnement de troupes étrangères ou d'installations militaires. En échange, elle devait recevoir des garanties de sécurité des États de son choix. L'avenir des territoires occupés devait être résolu diplomatiquement dans un délai de 15 ans, en renonçant explicitement à la force militaire.

Pourquoi le traité n'a-t-il pas été concrétisé, ce qui aurait sauvé des dizaines de milliers de vies et empêché les Ukrainiens de détruire leur pays ?

Selon des informations fiables, le Premier ministre britannique de l'époque, Boris Johnson, est intervenu à Kiev le 9 avril et a empêché la signature. Son raisonnement était que l'Occident n'était pas prêt à mettre fin à la guerre.
C'est scandaleux ce qui se joue, dont le citoyen crédule n'a aucune idée. Les négociations d'Istanbul étaient bien connues, y compris le fait qu'un accord était sur le point d'être conclu, mais du jour au lendemain, on n'a plus rien su.
A la mi-mars, par exemple, le journal britannique *Financial Times* faisait état des progrès accomplis. Des nouvelles sont également parues dans certains journaux allemands. Cependant, il n'a pas été rapporté pourquoi les négociations ont échoué. Lorsque Poutine a annoncé la mobilisation partielle le 21 septembre, il a publiquement mentionné pour la première fois que l'Ukraine avait répondu positivement aux propositions russes, lors les négociations d'Istanbul de mars 2022. « *Mais*, a-t-il dit littéralement, *une solution pacifique ne convenait pas à l'Occident, alors il a ordonné à Kiev d'annuler tous les accords* ».
Notre presse est muette à ce sujet. Contrairement aux médias américains, par exemple. *Foreign Affairs* et *Responsible Statecraft*, deux magazines renommés, qui ont publié des reportages très instructifs à ce sujet. L'article dans *Foreign Affairs* a été écrit par Fiona Hill, une ancienne haut fonctionnaire du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche. Elle est très compétente et absolument fiable. Le quotidien pro-gouvernemental *Ukrainska Pravda* a également publié des informations très détaillées le 2 mai.

Avez-vous plus de détails sur cette monstruosité ?

On sait que le contenu principal du projet d'accord était basé sur une proposition du gouvernement ukrainien du 29 mars. Pendant ce temps, de nombreux médias américains en ont parlé également. Cependant, j'ai appris que les médias allemands ne sont pas disposés à traiter de la question même s'ils ont accès aux sources.

Vous vous exprimez ainsi dans un article : « Le manque de prévoyance en matière de

politique de sécurité et de jugement stratégique dans notre pays est honteux ». Que voulez-vous dire précisément ?

Prenons l'exemple de la Bundeswehr. En 2011, une réforme a eu lieu, le soi-disant réalignement de la Bundeswehr. La réorientation signifiait : s'éloigner du mandat constitutionnel de la défense nationale et des alliances vers des missions à l'étranger. La justification donnée était qu'il n'y avait aucun risque d'attaque conventionnelle contre l'Allemagne et ses alliés de l'OTAN. La taille et la structure des forces armées, l'équipement, l'armement et la formation étaient orientés vers les missions étrangères. Les forces armées qui ont la capacité de défendre leur pays et leur alliance peuvent également effectuer des missions de stabilisation, d'autant plus que le gouvernement fédéral et le Parlement peuvent le décider eux-mêmes au cas par cas. L'inverse ne se produit pas, car c'est l'agresseur qui décide si le cas de défense nationale et d'alliance est donné. Quoi qu'il en soit, l'évaluation de la situation à l'époque était erronée. Car la résiliation unilatérale du traité ABM par les États-Unis avait déjà créé un tournant stratégique dans les relations avec la Russie en 2002. Le tournant politique a été le sommet de l'OTAN tenu à Bucarest en 2008, lorsque le président américain George W. Bush a tenté de pousser pour que l'Ukraine et la Géorgie rejoigne l'OTAN. Comme il n'a pas réussi, une vague perspective d'adhésion pour ces pays a été incluse dans le communiqué, comme il est d'usage dans de tels cas.

Voyez-vous un lien avec la crise actuelle à cause de ce développement entre la Russie et les États-Unis ?

Bien que le risque d'une confrontation entre la Russie et l'OTAN soit clair pour tous en raison de la guerre en Ukraine, la Bundeswehr continue d'être désarmée, voire cannibalisée, afin de libérer des armes et du matériel militaire pour l'Ukraine. Certains politiciens le justifient même par l'argument fou que notre liberté est défendue par l'Ukraine.

Pourquoi est-ce un argument dénué de sens pour vous ? Tout le monde raisonne ainsi, y compris le chef du ministère suisse des Affaires étrangères, Ignazio Cassis.

L'Ukraine se bat pour sa liberté, pour sa souveraineté et pour l'intégrité territoriale du pays. Mais les deux principaux acteurs de cette guerre sont la Russie et les États-Unis. L'Ukraine se bat également pour les intérêts géopolitiques des États-Unis. Car leur objectif affiché est d'affaiblir politiquement, économiquement et militairement la Russie au point de pouvoir se tourner vers leur rival géopolitique, le seul capable de menacer leur suprématie de puissance mondiale : la Chine. De plus, il serait hautement immoral de laisser l'Ukraine seule dans son combat pour notre liberté et de se limiter à fournir des armes qui prolongent l'effusion de sang et augmentent la destruction du pays. Non, cette guerre n'est pas pour notre liberté. Les questions centrales pour lesquelles la guerre a éclaté et se poursuit, bien qu'elle aurait pu prendre fin il y a longtemps, sont très différentes.

Selon vous, quel est le principal problème ?

La Russie veut empêcher son rival géopolitique, les États-Unis, d'acquérir une supériorité stratégique qui mettrait en danger la sécurité de la Russie. Que ce soit par l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN dirigée par les États-Unis, que ce soit par le stationnement de troupes américaines, la relocalisation d'infrastructures militaires ou des exercices conjoints de l'OTAN. Le déploiement des systèmes américains du système de défense antimissile balistique de l'OTAN en Pologne et en Roumanie est également une épine dans le pied de la Russie, car la Russie est convaincue que les États-Unis pourraient également éliminer les systèmes stratégiques intercontinentaux russes et ainsi compromettre l'équilibre stratégique nucléaire.

Un rôle important est également joué par l'accord de Minsk II, dans lequel l'Ukraine s'était engagée à accorder des droits de minorité à la population russophone du Donbass d'ici la fin de 2015 par le biais d'un amendement constitutionnel accordant une plus grande autonomie à la région, comme c'est la norme dans l'Union européenne. Il y a maintenant des doutes quant à savoir si les États-Unis et l'OTAN étaient disposés à négocier sérieusement sur ces questions avant l'attaque russe contre l'Ukraine.

Wilfried Scharnagl montre déjà en 2015 très clairement dans son livre « Am Abgrund » (Dans l'abîme) que la politique de l'Occident est une provocation incroyable, et si l'UE et l'OTAN ne changent pas de cap, que cela pourrait conduire à une catastrophe.

Oui, c'était à prévoir. Plus la guerre dure, plus le risque d'expansion ou d'escalade est grand. Nous l'avons déjà rencontré dans une situation comparable : lors de la crise des missiles de Cuba.

Comment évaluez-vous la livraison convenue de chars Marder à l'Ukraine ?

Les systèmes d'armes ont des forces et des faiblesses en raison de leurs caractéristiques techniques - en fonction du niveau de formation des soldats ainsi que des conditions-cadres opérationnelles respectives - et donc une certaine valeur opérationnelle. Dans la bataille des armes liées, différents systèmes d'armes interagissent dans un système commun de commandement et de contrôle ou d'information, dans lequel les faiblesses d'un système sont compensées par les forces des autres systèmes. Si le niveau de formation des opérateurs est faible ou si un système d'arme n'est pas déployé avec d'autres systèmes dans un contexte de conditions de fonctionnement éventuellement difficiles, la valeur de fonctionnement est faible. Ainsi, il existe un risque d'élimination prématurée ou même que l'arme tombe entre les mains de l'ennemi. Telle est la situation actuelle dans laquelle les systèmes d'armes occidentaux modernes sont utilisés dans la guerre ukrainienne. En décembre, la Russie a lancé un programme complet d'évaluation des paramètres techniques et tactiques-opérationnels des armes occidentales capturées, qui devrait accroître l'efficacité de son propre commandement opérationnel et l'efficacité de ses armes.
De plus, la question fondamentale de la relation moyens-fin est posée. À quoi doivent servir les armes occidentales ? Zelensky a changé à plusieurs reprises les objectifs stratégiques de la guerre ukrainienne. L'Ukraine poursuit actuellement l'objectif de récupérer tous les territoires occupés par la Russie, y compris la Crimée. La chancelière allemande a affirmé que nous soutiendrons l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire, c'est-à-dire également dans la réalisation de cet objectif, même si entre-temps les États-Unis soulignent que l'objectif n'est que « *de récupérer le territoire pris par la Russie depuis le 24 février, 2022* ».
La question à laquelle il faut répondre est donc de savoir si les livraisons d'armes occidentales sont un moyen suffisant pour servir les objectifs ukrainiens. Cette question a une dimension qualitative et une dimension quantitative. Les États-Unis ne fournissent pas d'armes, sauf celles d'autodéfense, ni d'armes qui permettent le choc d'armes liées et, surtout, aucune qui pourrait déclencher une escalade nucléaire. Ce sont les trois non du président Biden.

Comment l'Ukraine compte-t-elle atteindre ses objectifs militaires ?

Le chef d'état-major ukrainien, le général Zaluzhny, a récemment déclaré : « J'ai besoin de 300 chars de combat principaux, de 600 à 700 véhicules de combat d'infanterie et de 500 obusiers pour repousser les troupes russes vers les positions qu'elles avaient avant l'attaque du 24 février. Cependant, avec ce qu'il reçoit, « il n'est pas possible de faire de grosses opérations ». Cependant, il est douteux que les forces armées ukrainiennes disposent encore d'un nombre suffisant de soldats capables d'utiliser ces systèmes d'armes, compte tenu des lourdes pertes de ces derniers mois. En

tout cas, la déclaration du général Zaluzhny explique aussi pourquoi les livraisons d'armes occidentales ne permettent pas à l'Ukraine d'atteindre ses objectifs militaires, mais ne font que prolonger la guerre. De plus, la Russie pourrait dominer l'escalade occidentale à tout moment avec sa propre offensive.
Dans le débat allemand, ces connexions ne sont pas comprises ou ignorées. Cela joue également un rôle dans la façon dont certains alliés tentent publiquement de faire pression sur le gouvernement allemand pour qu'il fournisse des chars de combat principaux Leopard 2. Cela ne s'est jamais produit à l'OTAN. Cela montre à quel point la position de l'Allemagne dans l'alliance a souffert de l'affaiblissement de la Bundeswehr et à quel point certains alliés cherchent à exposer l'Allemagne à la Russie en particulier.

Qu'est-ce qui alimente l'opinion de Zelensky selon laquelle il est possible de chasser les Russes d'Ukraine ?

Il est possible qu'avec les systèmes d'armes qui leur ont été promis lors de la prochaine conférence des donateurs du 20 janvier, les forces armées ukrainiennes soient en mesure de se défendre un peu plus efficacement contre les offensives russes qui auront lieu dans les semaines à venir. Mais cela ne leur permettra pas de reprendre les territoires occupés. Selon le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, l'Ukraine a réalisé ce qu'elle pouvait militairement. Plus n'est pas possible. Par conséquent, des efforts diplomatiques doivent maintenant être lancés pour parvenir à une paix négociée. Je partage cet avis.
Il faut tenir compte du fait que les forces russes semblent avoir l'intention de défendre le territoire conquis et de conquérir le reste du Donbass pour consolider les territoires annexés. Ils ont bien adapté leurs positions défensives au terrain et les ont fortement fortifiées. Les attaques contre ces positions nécessitent beaucoup de force et une volonté d'accepter des pertes importantes. Le retrait de la région de Kherson a libéré quelque 22 000 hommes prêts au combat pour les offensives. En outre, davantage d'unités de combat sont déployées dans la région en renfort.

Mais alors, à quoi servent les livraisons d'armes qui ne permettent pas d'atteindre l'objectif de Zelensky ?

Les efforts actuels des États-Unis pour inciter les Européens à donner davantage d'armes pourraient avoir quelque chose à voir avec cette évolution. Une distinction doit être faite entre les raisons exprimées publiquement et les décisions concrètes du gouvernement allemand. Ce serait aller trop loin que d'entrer dans l'éventail complet de cette discussion. Cependant, je m'attendais à que le gouvernement fédéral soit vraiment conseillé avec compétence en la matière et - peut-être plus important encore - soit réceptif et capable de juger l'importance de cette question.
Le gouvernement allemand a déjà fait beaucoup pour soutenir l'Ukraine. Il est vrai que les livraisons d'armes n'ont pas encore fait de l'Allemagne une partie prenante au conflit. Mais avec la formation des soldats ukrainiens à ces armes, nous aidons l'Ukraine à atteindre ses objectifs militaires. Pour cette raison, le Service scientifique du Bundestag allemand a déclaré dans son rapport du 16 mars 2022 que cela sortait de la zone de sécurité de non-guerre. Les États-Unis formeront également des soldats ukrainiens en Allemagne. La Loi fondamentale contient dans son préambule un ordre strict de paix pour notre pays. Ainsi, la Loi fondamentale ne tolère le soutien à une partie belligérante que s'il est suffisant pour faciliter une solution pacifique. Par conséquent, le gouvernement allemand a le devoir d'expliquer à la population allemande dans quelles limites et dans quel but il soutient l'Ukraine.
Enfin, il faut aussi montrer au gouvernement ukrainien les limites à son soutien. Même le président Biden a déclaré il y a quelque temps dans un article portant son nom que les États-Unis continueraient à soutenir militairement l'Ukraine, mais aussi ses efforts pour parvenir à une paix négociée dans ce conflit.

Depuis des semaines, l'armée ukrainienne affronte sans succès les Russes. Cependant, Zelensky parle de reconquête. Est-ce de la propagande ou y a-t-il vraiment cette possibilité ?

Non, selon les états-majors américains et ukrainiens, les forces armées ukrainiennes ne sont pas en mesure de le faire. Les deux partis adverses sont à nouveau dans l'impasse, aggravée par les restrictions dues à la période de l'année. Ce serait donc le bon moment pour reprendre les négociations interrompues. Les livraisons d'armes signifient le contraire, c'est-à-dire que la guerre continue sans raison, avec encore plus de morts des deux côtés et la destruction du pays continue. Mais aussi avec la conséquence que nous serons entraînés encore plus profondément dans cette guerre. Même le secrétaire général de l'OTAN a récemment mis en garde contre la possibilité que les combats dégénèrent en une guerre entre l'OTAN et la Russie.

Vous répétez que nous sommes dans une « impasse ». Qu'entendez-vous par là ?

Une position de départ positive pour un règlement négocié était apparue, par exemple, à la fin du mois de mars de l'année dernière, lorsque les Russes ont décidé de quitter Kiev et de se concentrer sur l'est et le Donbass. Cela a rendu possibles les négociations d'Istanbul. Une situation similaire s'est produite en septembre, avant que la Russie ne procède à une mobilisation partielle. Les opportunités qui se sont alors présentées n'ont pas été saisies. Ce serait le moment de négocier à nouveau, mais nous ne profitons pas non plus de cette opportunité. Nous faisons le contraire : nous envoyons des armes et nous escaladons. C'est un autre aspect qui révèle un manque de prévoyance en matière de politique de sécurité et de jugement stratégique.

Vous mentionnez également dans votre texte que le ministre russe de la Défense, Choïgou, s'est montré prêt à négocier...

Poutine a fait de même. Le 30 septembre, lorsqu'il a déclaré deux autres régions territoire russe, Poutine a de nouveau explicitement proposé des négociations. Entre-temps, il l'a fait plusieurs fois. Cependant, Choïgou n'a pas posé de conditions, mais Poutine a pour ainsi dire relevé la barre en disant que nous sommes prêts à négocier, mais cela suppose bien sûr que l'autre partie reconnaisse les territoires que nous avons annexés. Il en résulte que plus la guerre dure, plus les positions des uns et des autres se durcissent. Eh bien, Zelensky a dit qu'il ne négocierait pas tant que les Russes ne se seraient pas complètement retirés d'Ukraine. Cela rend la solution de plus en plus difficile, mais elle n'est pas encore exclue.

J'aimerais parler d'un autre événement. Mme Merkel a déclaré dans une interview...

Oui, ce qu'elle a dit est clair. Elle a seulement négocié l'accord de Minsk II pour gagner du temps pour l'Ukraine. Et l'Ukraine avait également profité de ce temps pour s'armer militairement. C'est ce qu'a confirmé l'ancien président Français Hollande.

Petro Porochenko, l'ancien président ukrainien, a dit la même chose.

La Russie appelle cela, à juste titre, une fraude. Et Merkel confirme que la Russie a été délibérément induite en erreur. Vous pouvez en juger comme bon vous semble, mais c'est un abus de confiance flagrant et une question de prévisibilité politique. Cependant, on ne peut prétendre que le refus du gouvernement ukrainien - sachant cette tromperie intentionnelle - d'appliquer l'accord quelques jours avant le début de la guerre en a été l'un des déclencheurs. Le gouvernement allemand s'était engagé dans la résolution de l'ONU à mettre en œuvre le "paquet complet" de mesures convenues. En outre, la chancelière allemande, avec les autres participants du format Normandie, a signé une déclaration

sur la résolution dans laquelle, une fois de plus, elle s'engage explicitement à mettre en œuvre les accords de Minsk.

N'est-ce pas aussi une violation du droit international ?

Oui, c'est une violation du droit international, c'est clair. Les dégâts sont immenses. Il faut imaginer la situation actuelle. Ceux qui voulaient faire la guerre depuis le début et qui continuent à la vouloir ont pris pour posture que nous ne pouvons pas négocier avec Poutine. De toute façon, qu'il ne respectera pas les accords. Or, il s'avère que c'est nous qui ne respectons pas les accords internationaux.

Autant que je sache, les Russes respectent leurs accords, même pendant la guerre actuelle, la Russie a continué à fournir du gaz. Mais Mme Baerbock a annoncé péremptoirement : « Nous ne voulons plus de gaz russe ! » En réponse, la Russie a étranglé le volume. N'est-ce pas ce qui s'est passé ?

Oui, nous avons dit que nous ne voulions plus de gaz russe. Toutes les répercussions, la crise énergétique, la récession économique, etc., sont le résultat de la décision du gouvernement allemand, pas d'une décision du gouvernement russe.

Mais si vous écoutez ou regardez les informations - également ici en Suisse -, la crise énergétique est due à la décision de Poutine de faire la guerre à l'Ukraine.

Deux fois dans le passé, il y a eu des difficultés d'approvisionnement en gaz causées par l'Ukraine. Nous devrions être honnêtes à ce sujet. La Russie continuerait d'approvisionner, mais nous n'en voulons plus parce qu'elle a attaqué l'Ukraine. Ensuite, il y a la question : qui a réellement piloté le sabotage du North Stream II ?

Avez-vous une évaluation du dynamitage ?

Non, ce serait de la pure spéculation. Il y a des preuves circonstancielles, comme c'est souvent le cas, mais aucune preuve. Du moins aucune qui soit venue à la connaissance du public. Mais vous pouvez en être sûr : le soleil le mettra en lumière.

Quelle expérience avez-vous des négociations avec la Russie ?

J'ai mené de nombreuses négociations avec la Russie, par exemple sur la contribution russe à la mission de l'OTAN au Kosovo. Les États-Unis nous avaient demandé de le faire parce qu'ils n'arrivaient pas à s'entendre avec la Russie. La Russie était enfin prête à placer ses troupes sous un commandant allemand de l'OTAN. Une étroite coordination politique et une coopération militaire entre l'OTAN et la Russie se sont développées dans les années 1990, régies depuis 1997 par le Traité fondamental OTAN-Russie. Les Russes sont de durs négociateurs, mais quand un résultat commun est atteint, il est maintenu.

Quel fut le résultat ?

Les Russes voulaient une sorte de codécision dans les négociations du traité fondamental. Ce n'était pas possible. Mais nous trouvons des moyens d'aboutir à des solutions communes lorsque les intérêts de sécurité d'une partie ou de l'autre sont en jeu. Malheureusement, après la guerre en Géorgie, l'OTAN a largement suspendu sa coopération. Il a également été démontré à l'approche de

la guerre d'Ukraine que les accords conclus en période de bonne entente pour la résolution des crises et des conflits ont leur valeur lorsque des tensions surgissent. Malheureusement, cela n'a pas été compris.

Général Kujat, merci pour cet entretien.

NOTES

1. Le général (à la retraite) Harald Kujat, né le 1er mars 1942, était, entre autres, inspecteur général des forces armées allemandes et, en tant que président du Comité militaire de l'OTAN, l'officier militaire le plus haut gradé de l'OTAN. Parallèlement, il a été président du Conseil OTAN-Russie et du Conseil de l'Association euro-atlantique des chefs d'état-major interarmées. Pour ses services, Harald Kujat a reçu un grand nombre de distinctions, dont la Croix de Commandeur de la Légion d'Honneur de la République française, la Croix de Commandeur de l'Ordre du Mérite de Lettonie, d'Estonie et de Pologne, la Légion du Mérite de la États-Unis, le Grand Ruban de l'Ordre de Léopold du Royaume de Belgique, la Grand-Croix de l'Ordre du Mérite de la République Fédérale d'Allemagne, ainsi que d'autres hautes distinctions, dont celles de Malte, de Hongrie et de l'OTAN.

2. https://zeitgeschehen-im-fokus.ch/de/newspaper-ausgabe/nr-1-vom-18-janu…

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire